

SGAMI SUD-OUEST

Secrétariat Général pour l'Administration du ministère de
l'Intérieur du Sud-Ouest

Travaux de rénovation énergétique du Bâtiment H du
SGAMI Sud-Ouest à Bordeaux (33)

Numéro du marché à venir : SGAMI 33-2025-02-TX



DCE

CCTP GENERALITES COMMUNES

Maîtrise d'Ouvrage SGAMI SUD-OUEST	89 cours Dupré de Saint Maur- BP 30091 -33041 Bordeaux cedex 05 35 00 74 84
Bureau de contrôle APAVE	Av. Gay Lussac BP 3, 33370 Artigues-près-Bordeaux
CSPS ELYFEC	32 Allée de Boutaut 33070 Bordeaux
Architecte mandataire RODDE ARAGÜES ARCHITECTES	33 cours de Luze 33300 Bordeaux contact@ra-architectes.com 05 57 22 90 35
Bureau d'étude Economie, Fluides, Thermique, VRD, OPC MATH INGENIERIE	10 allée Jean Dubuffet 33130 Bègles secretariat@math-ingenierie.fr 05 57 59 28 90

SOMMAIRE

1. GENERALITES.....	3
1.1. OBJET DES TRAVAUX - PRESENTATION GENERALE.....	3
1.2. CLASSEMENT DU BÂTIMENT	4
1.3. DECLARATION PREALABLE DE TRAVAUX.....	4
1.4. INTERVENANTS	4
1.5. LISTE DES LOTS	5
2. CONNAISSANCE DE DOSSIER	6
2.1. GENERALITES DU PROJET	6
2.2. CONNAISSANCE DES PIECES MARCHE	6
2.3. CONNAISSANCE DES PIECES	7
2.4. DOCUMENTS CONTRACTUELS GENERAUX	8
2.5. MARQUES ET MATERIAUX.....	8
2.6. FICHES FDES	8
2.7. CONNAISSANCE DES LIEUX	9
2.8. PERIODE DE PREPARATION ET PLANNING	9
2.9. INSTALLATION DE CHANTIER.....	10
2.10. HYGIENE ET SECURITE.....	10
2.11. APPROVISIONNEMENT ET REPARTITION.....	10
2.12. PROTECTIONS - EQUIPEMENTS COLLECTIFS	10
2.13. P.P.S.P.S.	10
2.14. DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE (DIUO)	10
3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE L'OPERATION	12
3.1. RAPPEL GENERAL.....	12
3.2. PRESCRIPTIONS RELATIVES A TOUS LES LOTS	13
4. EXECUTION DES TRAVAUX.....	15

4.1. COMPTE PRORATA	15
4.2. PIC / PHASAGE / RESPECT DES REGLES DU SITE	15
4.3. SOUS-TRAITANCE.....	15
4.4. SECURITE SUR LE CHANTIER	15
4.5. MATERIAUX	16
4.6. ECHANTILLONS	16
4.7. PROTOTYPES	16
4.8. DROIT VALIDATION ARCHITECTE.....	17
4.9. NETTOYAGE.....	17
4.10. RECEPTION	17
4.11. REUNIONS DE CHANTIER	17
4.12. DOE	18

1. GENERALITES

1.1. OBJET DES TRAVAUX - PRESENTATION GENERALE

Le projet a pour enjeu principal l'amélioration énergétique du bâtiment H (DISC) du SGAMI Sud-Ouest (33) dans le cadre du décret tertiaire avec un objectif de réduction de la consommation d'énergie du bâtiment de -40% dès 2030. Les travaux de rénovation énergétique sont les suivants :

Pour l'ensemble des lots 01, 02 et 03 :

- Mise en œuvre d'une isolation thermique par l'extérieur des façades,
- Isolation et reprise de l'étanchéité de la toiture-terrasse y compris isolation, complexe permettant la mise en œuvre de panneaux photovoltaïques,
- Remplacement des menuiseries extérieures sur la totalité des façades, occultation par BSO en façades EST, OUEST, SUD et NORD,

Pour le lot 04 – CVC Plomberie / Chauffage / Electricité :

Tranche ferme :

- Réfection totale du réseau de distribution chaud et froid (y compris la vidange des cassettes indispensables par couloir à dissocier du réseau d'eau usée. La vidange est à prévoir jusqu'au regard de la porte sectionnelle (garage),

Tranches optionnelles :

- TO 01 : Remplacement des émetteurs de chauffage et de rafraîchissement au R+1
- TO 02 : Mise en place d'une GTB, laquelle sera raccordée à la GTC de site installée au bâtiment E

Les entrepreneurs prendront en compte qu'il s'agit d'un site sécurisé avec des enjeux de sécurité : devoir de confidentialité.

Plusieurs contraintes à prendre en compte :

- Intervention en milieu occupé – avec continuité d'usage du bâtiment, et continuité de service des caméras et des contrôles d'accès.
- Bâtiment en site sensible.
- Remplacement des menuiseries, avec anticipation des interventions sur les ouvrages intérieurs (les plafonds suspendus sont accrochés sur les menuiseries extérieures : le projet et la méthodologie de travaux seront proposés pour limiter les temps d'intervention).

Objet des travaux :

- Mise en œuvre d'une isolation thermique par l'extérieur des façades,
- Réfection des étanchéités en toiture-terrasse y compris isolation, complexe permettant la mise en œuvre ultérieure de panneaux photovoltaïques,
- Remplacement des menuiseries extérieures sur la totalité des façades, occultation par BSO en

façades Est, Ouest et Sud et Nord.

- En tranche optionnelle : mise en place d'une GTB, réfection totale du réseau de distribution chaud et froid et remplacement des émetteurs de chauffage et rafraîchissement du R+1.

1.2. CLASSEMENT DU BÂTIMENT

Classement : Bâtiment H classé selon le code du travail en ERT

1.3. DECLARATION PREALABLE DE TRAVAUX

DP n°033 063 24 Z 3281 – Arrêté de non-opposition à la Déclaration Préalable délivré le 13 janvier 2025.

1.4. INTERVENANTS

MAÎTRE D'OUVRAGE :

SGAMI Sud-Ouest
Direction de l'Immobilier
89 Cours de Saint-Maur
33041 BORDEAUX
05 35 00 74 84

MAÎTRISE D'ŒUVRE DE CONCEPTION :

ARCHITECTE Mandataire

Rodde Aragües Architectes SARL
33 cours de Luze
33000 BORDEAUX
05 57 22 90 35

BET Economie / Fluides / ELEC / OPC :

MATH Ingénierie
10 Allée Jean Dubuffet
33130 BEGLES
05 57 59 28 90

BUREAU DE CONTRÔLE :

APAVE
Avenue Gay Lussac
BP 3
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

COORDINATEUR SPS :

ELYFEC
32 allée de Boutaut
33070 BORDEAUX
06 78 11 28 11

1.5. LISTE DES LOTS

LOT 01	Façades ITE / Menuiseries Extérieures
LOT 02	Etanchéité
LOT 03	Second Œuvre
LOT 04	CVC / Plomberie / Electricité / Chauffage / GTB – Tranches ferme et optionnelles

La répartition ci-dessus ne peut en aucun cas déboucher sur des ouvrages incomplets ou non terminés, ou aboutir à des équipements non utilisables.

L'entreprise titulaire du marché livre obligatoirement un ouvrage conforme aux règles de l'art ainsi qu'à l'ensemble des normes techniques en vigueur. Dans cette perspective, elle est tenue de vérifier la justesse des quantitatifs avant la remise de son offre.

C'est au titulaire du Marché qu'incombent ces obligations.

Les offres forfaitaires concerneront l'opération dans sa globalité comme dans ses particularités propres.

2. CONNAISSANCE DE DOSSIER

2.1. GENERALITES DU PROJET

Les caractéristiques constructives sont décrites dans les différents CCTP constituant le dossier.

Les travaux se conformeront :

- Aux lois et réglementations en vigueur,
- Aux prescriptions des Documents Techniques Unifiés à caractère obligatoire, établis par le Centre Scientifique Technique du Bâtiment,
- Aux règles de construction et de sécurité

Le projet a pour objectif d'obtenir les Certificats d'Economie d'Energie suivants :

- **BAT-EN-102 Isolation des murs**
- **BAT-EN-107 Isolation des toitures terrasses**
- **BAT-EN-104 Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant**
- **BAT-TH 116-GTB Chauffage et rafraîchissement**

La conformité de la construction sera tout au long de sa mise en œuvre vérifiée par le bureau de contrôle APAVE.

Un Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) sera réalisé par un coordinateur sécurité et santé agréé, désigné par le maître d'Ouvrage.

Il est expressément prévu que, dans le cas où pendant la construction, la fourniture ou la mise en œuvre de certains matériaux, équipements ou matériels se révéleraient impossible, difficile ou susceptible d'entraîner des désordres et ce, pour un motif quelconque (exemple : réglementation administrative, respect de la Certification habitat & environnement, retards d'approvisionnements, défauts de fabrication, difficultés d'importation, impératifs techniques ou en cas d'apparition de matériel nouveau), le Maître d'œuvre pourra remplacer ces matériaux, équipements ou appareils, par d'autres de qualité au moins équivalente.

De même, il est précisé que les cotes et les surfaces mentionnées sur les plans sont indiquées sous réserves des tolérances de construction.

Les teintes, coloris et finitions des façades, des revêtements des parties communes de l'immeuble et de ses dépendances seront conformes aux documents de Déclaration Préalable.

2.2. CONNAISSANCE DES PIECES MARCHE

La répartition des lots inscrite ci-dessus ne peut en aucun cas déboucher sur des ouvrages incomplets ou non terminés, ou aboutir à des équipements non utilisables.

Les offres forfaitaires concerneront l'opération dans sa globalité comme dans ses particularités propres.

Les CCTP et les plans qui sont joints ont pour but de renseigner les entrepreneurs sur la nature, le nombre et les dimensions des ouvrages à exécuter.

C'est pourquoi, lors de la remise de leur offre, l'entreprise et ses sous-traitants doivent prévoir et intégrer, en le signalant si elles le jugent utile, les travaux omis ou imparfaitement précisés, ou complémentaires pour le parfait achèvement

C'est au titulaire du Marché qu'incombent ces obligations.

Il est bien précisé que la contradiction entre les plans et les CCTP n'annule pas la réalisation d'un quelconque ouvrage figurant sur l'une de ces pièces et non sur l'autre. Les localisations données dans les CCTP sont donc inscrites à titre indicatif et ont été relevées à partir des plans de l'architecte. Faute de se conformer à ses prescriptions, l'entrepreneur sera responsable de toutes les erreurs relevées en cours de l'exécution ainsi que les conséquences qui en résulteraient.

2.3. CONNAISSANCE DES PIÈCES

Le dossier de consultation, destiné à devenir "dossier marché" établi par la Maîtrise d'Œuvre, définit sans ambiguïté les principes et données de base d'exécution (en particulier à partir du présent C.C.T.P. qui constitue les spécifications techniques détaillées et du dossier des plans Architecte et B.E.T. qui représente les bases graphiques des plans d'exécution).

Ils déterminent donc les objectifs d'architecture, d'aspect, d'équipements et de qualité d'ensemble ainsi que les éléments techniques de principe destinés à être utilisés pour la mise au point des plans définitifs de chantier et de recollement.

La conformité aux pièces contractuelles est exigée formellement, mais avec possibilité d'équivalences par analogie ou similitude, sous réserve du respect de qualité au moins identique. Toutefois, c'est toujours l'acceptation du Maître d'Ouvrage, après avis du Bureau de Contrôle et du Maître d'Œuvre, qui détermine l'accord définitif en vue de la mise en œuvre. En aucun cas, les entreprises ne pourront procéder à une modification ou adaptation de leur propre chef.

Pour l'étude de leurs offres, les entrepreneurs seront tenus de demander toutes les explications nécessaires, en ce qui concerne les descriptifs des autres corps d'état. Ces renseignements leur seront donnés sur simple demande.

Sauf indications contraires dans le CCTP, l'expression « ENTREPRENEUR » s'applique à l'entrepreneur titulaire du lot correspondant à la partie du descriptif dont il s'agit.

S'il est fait mention d'un autre entrepreneur, celui-ci est désigné par la nature du lot dont il est titulaire.

Chaque entreprise s'engage à intervenir sur le chantier, en liaison avec ses éventuels sous-traitants qu'elle coordonnera, pour effectuer en temps les travaux sans porter atteinte au programme d'avancement des travaux de ces autres corps d'état et de même pour permettre à chaque corps de métier d'intervenir en temps opportun.

En ce qui concerne les stockages, chaque Entreprise veillera à ce que le matériel de chantier et les matériaux de toute nature soient correctement entreposés, pour ne pas entraver les accès au chantier et à la circulation autour des bâtiments.

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance du contenu de tous les autres corps d'état pour établir son offre.

Toute anomalie ou manque de précisions sur les limites de prestations entre les CCTP des différents Lots devra être signalé au maître d'œuvre lors de la remise de la proposition de l'entreprise.

L'entreprise ne pourra pas, en cours de travaux, justifier une quelconque plus-value découlant d'une mauvaise lecture des CCTP, des plans et de la teneur des travaux de chaque lot.

L'entrepreneur sera réputé avoir inclus dans son offre tous travaux d'adaptation et de parachèvement permettant de livrer son ouvrage définitivement terminé et propre à remplir sa fonction.

En cas d'incertitude sur les points bien précis de structure, l'entrepreneur devra en informer le Maître d'œuvre qui donnera les éléments de réponse à l'entrepreneur.

2.4. DOCUMENTS CONTRACTUELS GENERAUX

Seront documents contractuels pour l'exécution du présent marché, l'ensemble des documents précisés au CCAP, et en particulier les documents suivants.

CCAG – Travaux version approuvée par l'arrêté ministériel du 30 mars 2021, modifié et publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- REEF
- Code de la construction
- Règlementation sécurité incendie
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers
- Règlement sanitaire départemental et/ou national
- Textes légaux concernant la limitation des bruits de chantier
- Législation sur les conditions de travail et de l'emploi de la main d'œuvre
- Règlements municipaux et/ou de police, relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier
- Tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité...

2.5. MARQUES ET MATERIAUX

Toutes les marques et références des matériaux, appareil et autres fournitures indiquées au présent Cahier des Charges Techniques Particulières, serviront de base pour le calcul du montant de l'offre des entreprises.

En outre, tous les matériaux répondront aux prescriptions des Normes françaises les intéressants, ainsi d'ailleurs que tous les produits manufacturés, blocs de béton, plâtre, briques, etc. sans que les fabrications soient soumises à marque et label, elles devront comporter la marque NF.

En ce qui concerne les matériaux aux systèmes non traditionnels, seuls seront acceptés ceux ayant fait l'objet d'un agrément CSTB et dont la validité sera confirmée à la passation du marché. Si en cours de travaux, l'agrément vient à expiration et n'est pas renouvelé, un nouveau matériau au système sera proposé à l'accord du Maître d'œuvre.

Dans le cas de renouvellement, toutes les réserves faites par le CSTB seront rigoureusement respectées. Dans le cas d'un choix d'un nouveau matériau, celui-ci devra bénéficier d'un agrément dans les conditions ci-dessus.

Les entreprises se référeront aux notices et aux obligations de la certification.

2.6. FICHES FDES

Les entreprises devront présenter les fiches FDES sur aux moins 10 éléments, à savoir :

- Au moins 2 fiches sur un équipement de chauffage, de ventilation, de production d'ECS ou d'équipement électrique et éclairage (équipement accompagné de sa fiche PEP)
- Au moins 2 fiches sur un élément du bâti (parmi le gros œuvre, la façade), les menuiseries extérieures, le cloisonnement, les menuiseries intérieures et les revêtements de sols et murs (matériau accompagné de sa fiche FDES).

Ces fiches seront à communiquer dès la diffusion des dossiers d'exécution d'entreprises durant la période de préparation.

2.7. CONNAISSANCE DES LIEUX

Les entrepreneurs devront posséder une parfaite connaissance des lieux en assurant **la visite obligatoire** afin d'examiner, mesurer, étudier le projet antérieurement à la remise de leur offre. Ils ne pourront en aucun cas se prévaloir d'un manque de renseignements concernant l'état des lieux existants actuellement, des niveaux des accès, disposition et nature du terrain, du site environnant, sa constitution, les configurations voisines et limitrophes au terrain sur lequel ils doivent construire. Ils devront effectuer tous contrôles du terrain, s'assurer des passages de canalisations de toutes natures hors terrain, afin d'en assurer les branchements provisoires et définitifs.

Après signature du marché, mises au point relatives aux obligations et des servitudes résultant de l'utilisation de la voirie, les entreprises devront les assumer tant en ce qui concerne la limitation des gênes (charrois, passages, horaires, encombrements) que les nettoyages. Les dégâts causés seront réparés.

L'entreprise du lot 01 Façades/ITE fera procéder avant commencement des travaux à un état des lieux contradictoire, avec constat d'huissier, des ouvrages voisins, susceptibles d'être affectés par les travaux.

Ces points sont à la charge de ces entreprises citées ci-dessus.

Les sondages complémentaires, analyses en laboratoire et autres investigations sont à la charge de l'entrepreneur.

2.8. PERIODE DE PREPARATION ET PLANNING

La période de préparation sera de 2 mois pour les lots 01, 02 et 03 – de 1 mois pour le lot 04, pour chacune des tranches, période durant laquelle les entreprises et leurs éventuels sous-traitants devront fournir :

- Le PPSPS
- Un planning détaillé des remises des dossiers d'exécution et des échantillons
- Les plans et dossiers d'exécution selon les délais de diffusion donnés dans le CCAP
- Les plans d'installation de chantier sous le contrôle du Maître d'œuvre et du coordinateur SPS
- Organisation des manutentions, approvisionnements, stationnements pour satisfaire à la protection des voiries existantes et limiter les perturbations créées par les travaux dans le voisinage
- Le planning d'exécution y compris les dates de réalisation d'un logement témoin.

Avant tout démarrage de travaux, les plans d'exécution établis par chaque entrepreneur devront être validés par le bureau de contrôle et le maître d'œuvre.

Les démarches administratives réglementaires devront être réglées durant cette période.

A partir des plans techniques de principe, l'établissement des documents d'exécution ainsi que celui des plans "comme exécuté" incombe en totalité à l'Entreprise.

La mise au point des plans d'exécution sera effectuée dans le cadre d'un planning d'études permettant les divers circuits d'information, de coordination et d'approbation. Des ajustements seront toutefois prévus au stade du chantier.

Les entreprises sont chargées de l'élaboration du planning détaillé de l'exécution et de son suivi auprès de leurs éventuels sous-traitants. Il comprend à la fois la synthèse de l'enclenchement des tâches, la gestion des ressources humaines et techniques ainsi que la mise en exergue du chemin critique.

2.9. INSTALLATION DE CHANTIER

Le lot 01 façades ITE / Menuiseries Extérieures, sous le contrôle du Maître d'œuvre et du coordinateur SPS, assurera l'organisation du chantier pour permettre à tout moment le déroulement des travaux dans les meilleures conditions et notamment permettre à tous les corps d'état d'intervenir.

2.10. HYGIENE ET SECURITE

En application du décret n°94-1159 du 26 décembre 94, la présente opération doit intégrer les dispositions particulières en matière de sécurité et de la protection de la santé (PGC). Ce document fera partie du marché.

Toutes les incidences en matériels, matériaux, procédures de mise en œuvre sont à inclure dans le prix des ouvrages. L'entrepreneur et ses sous-traitants éventuels retenus devront analyser leur prestation et indiquer les mesures de protection qu'elles mettront en œuvre.

2.11. APPROVISIONNEMENT ET REPARTITION

Chaque entreprise développera dans son PPSPS les moyens utilisés pour approvisionner le chantier en matériaux et pour répartir les matériaux dans chaque bâtiment et à chaque niveau (moyen de levage, nécessité de lieu de stockage, etc...).

2.12. PROTECTIONS - EQUIPEMENTS COLLECTIFS

Le port du casque, des chaussures et des lunettes de protection, des gants et des vêtements adaptés aux travaux à réaliser est obligatoire selon les tâches à réaliser ; ces protections doivent être fournies par les entreprises et leurs éventuels sous-traitants à leur personnel. Des protections complémentaires pourront être envisagées par l'Entreprise selon les travaux à exécuter et seront précisées dans le PPSPS.

2.13. P.P.S.P.S.

Un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) devra être fourni avant le début des travaux.

2.14. DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE (DIUO)

Afin d'assurer la sécurité après achèvement des bâtiments (pendant les travaux d'entretien ou de réhabilitation par exemple), tous les documents jugés à la constitution du Dossier des Interventions Ulérieures demandés par le coordinateur SPS devront être fournis en 2 exemplaires sur support numérique dans le temps défini.

Ces documents seront en particulier :

- Les plans d'exécution à jour
- Les essais

- Les avis techniques
- La liste des fournisseurs
- Les notices d'entretien et de maintenance
- Les fiches de garantie fabricant

La liste ci-dessus est non exhaustive.

Toutes les études d'exécution, plans d'atelier et de chantier, DOE et DIUO sont à la charge de chaque entrepreneur. Toute modification d'adaptation ou de changement de prestation doit faire l'objet d'une nouvelle édition des études d'exécution concernées.

Aucun DGD ne pourra être traité en l'absence de présentation de ces documents par chaque entreprise et/ou validation par la maîtrise d'œuvre.

L'ensemble de ces documents devra donc être remise à la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage avant la date de réception des travaux.

3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE L'OPERATION

3.1. RAPPEL GENERAL

Les entreprises sont chargées de l'exécution des travaux sont tenues de respecter l'ensemble des documents législatifs et réglementaires qui s'appliquent à cette réalisation:

- La NRA (Nouvelle Réglementation Acoustique)
- Les textes relatifs à la sécurité incendie dans les bâtiments classé ERT
- Les règles générales de construction relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées.
- Réglementation thermique RT Elément par Elément
- Lois, décrets et règlements administratifs en vigueur
- Les normes d'Association Française de Normalisation (AFNOR) enregistrées et homologuées et celles de l'Union Technique de l'Electricité (U.T.E.).

En cas de discordance entre ces différentes normes, la plus récente primera sur les autres :

- les Fascicules C.C.T.G - Travaux Publics et divers C.P.C Interministériels
- les documents établis par le Centre Scientifique et Technique du bâtiment. (C.S.T.B.),
- le recueil des éléments utiles à l'établissement et à l'exécution des projets de marchés et des bâtiments en France (R.E.E.F.),
- les divers cahiers des charges DTU et autres spécifications, prescriptions et recommandations et les Avis Techniques. Pour ces derniers, compte tenu des réserves formulées par les Commissions techniques.

En outre, tous les matériaux répondront aux prescriptions des Normes françaises les intéressants, ainsi d'ailleurs que tous les produits manufacturés, blocs de béton, plâtre, briques, etc. sans que les fabrications soient soumises à marque et label, elles devront comporter la marque NF.

En ce qui concerne les matériaux aux systèmes non traditionnels, seuls seront acceptés ceux ayant fait l'objet d'un agrément CSTB et dont la validité sera confirmée à la passation du marché. Si en cours de travaux, l'agrément vient à expiration et n'est pas renouvelé, un nouveau matériau au système sera proposé à l'accord du Maître d'œuvre.

Dans le cas de renouvellement, toutes les réserves faites par le CSTB seront rigoureusement respectées. Dans le cas d'un choix d'un nouveau matériau, celui-ci devra bénéficier d'un agrément dans les conditions ci-dessus.

Les entreprises devront satisfaire aux prescriptions particulières qui sont éditées par les divers services administratifs locaux ainsi que par les services concernés (monopole ou non), principalement les services de distribution de l'Electricité, du Gaz, du Téléphone, de la Télévision, du Service des Eaux, de l'Assainissement et de la Voirie.

- Les publications émanant des organismes professionnels pourront également être rendues applicables.
- Le C.C.T.P. peut rappeler ou préciser le document spécifique relatif à certains ouvrages, de manière à attirer l'attention des différents intervenants sur quelques points particuliers, sans que

ce soit limitatif, l'entreprise étant réputée connaître l'exécution du projet dans les règles de l'Art.

- Règlement de sécurité concernant l'incendie.
- Décrets du 8 janvier 1965 fixant les dispositions relatives aux échafaudages.
- Règlement en vigueur concernant l'hygiène et la sécurité du travail.
- Le règlement sanitaire départemental.

Parallèlement à l'établissement des plans ci-dessus et dans le cadre du respect du marché et de la conformité aux pièces contractuelles, l'Entreprise fournira au B.E.T., toutes les notices concernant la fabrication, les caractéristiques des matériaux mis en œuvre.

3.2. PRESCRIPTIONS RELATIVES A TOUS LES LOTS

Fiches FDES

Lorsqu'elles existent, les Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires (FDES) des produits de construction se rapportant à la structure, l'enveloppe, le cloisonnement et les revêtements intérieurs seront fournis à la maîtrise d'œuvre.

De plus, l'Entreprise devra mettre à disposition les informations disponibles sur les risques d'émissions de fibres et particules cancérogènes classées CMR1(7) des produits et matériaux utilisés dans l'opération et en contact avec l'air intérieur des logements.

Peintures

Toutes les peintures et lasures seront à l'eau hydroliluable et obligatoirement certifiées NF Environnement ou éco-label européen et respectant la directive européenne applicable en 2010 concernant l'émission de Composés Organiques Volatils (COV). L'entreprise fournira les fiches techniques descriptives des peintures qu'elle utilisera pour ce chantier. Ces fiches devront prouver le respect de ces exigences.

Colles

Toutes les colles seront acryliques sans solvant et émettant le minimum de Composés Organiques Volatils (fiches techniques ou fiches de données environnementales et sanitaires à fournir).

Bois

Tous les bois seront certifiés PEFC. Les essences seront de préférence naturellement durables (chêne, châtaignier, robinier) le traitement du bois sera certifié CTB P+ pour le produit et CTB B+ pour le procédé (fiches techniques des produits et des traitements à fournir). Les traitements utilisant du chrome, de l'arsenic ou de la créosote sont interdits.

La durabilité naturelle ou conférée du bois (normes NF EN 350-2 et NF EN 351-1) doit être adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335). En cas de traitement, ce dernier doit être réalisé par un produit biocide conforme à la directive 98/8/CE ou être un traitement n'utilisant pas de substance active (avec procédure ATec ou ATEEx). En cas de traitements de finition, ces derniers devront respecter le décret n°2006-623 du 29 mai 2006.

Les panneaux de contreplaqué devront être de classe A selon la norme NF EN 1084.

Les panneaux de fibres et les panneaux de particules doivent être de classe E1(1) selon la norme NF EN 13986 et testés en fabrication selon la norme NF EN 120 définissant le contenu en formaldéhyde du panneau.

Isolants

Les laines minérales utilisées seront certifiées EUCEB.

Lampes

Les lampes halogènes sont interdites.

4. EXECUTION DES TRAVAUX

4.1. COMPTE PRORATA

La répartition du compte prorata sera effectuée au prorata des montants des Marchés de chaque lot. L'ensemble des prestations prises en compte dans le compte prorata sera en cohésion avec le PGC.

Les dépenses communes sont réputées être intégrées dans les marchés des entreprises, selon le CCAP elles entreront au compte prorata général sur présentation des factures de frais réels par le titulaire du compte.

Le lot 01 Façades ITE / Menuiseries Extérieures aura à sa charge, la gestion du compte prorata. Aucune rémunération de gestion du compte n'est prévue. Une convention sera établie en cours de préparation de chantier, sera signée par l'ensemble des entreprises (aucune exception ne sera faite).

Le lot 01 Façades ITE / Menuiseries Extérieures devra l'installation de comptage de chantier pour les alimentations en eau et en électricité depuis les points qui seront précisés par le maître d'ouvrage durant la phase de préparation.

Il est rappelé que ni le Maître d'Ouvrage, ni l'équipe de Maîtrise d'œuvre / direction de chantier / OPC n'aura pas à intervenir dans la gestion du compte prorata.

Les vols, incendies, bris de matériaux stockés, et, ou installés, qui restent sous la responsabilité de chaque corps d'état jusqu'à la réception.

4.2. PIC / PHASAGE / RESPECT DES REGLES DU SITE

En raison de la sensibilité du site, les entreprises auront pris connaissance des organisations prédéfinies dans le dossier de consultation (plan de masse, PIC, phasages) et devront respecter l'ensemble des règles d'accessibilité, d'identification, d'horaires, d'organisation, de sécurité et respect général des lieux et des utilisateurs pour la bonne tenue du chantier qui se déroulera en site occupé.

Les entreprises devront également prendre en compte le plan de prévention du maître d'ouvrage ainsi que du conseiller de prévention.

4.3. SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, il est demandé que l'entreprise s'engage dans son offre, à avoir au moins un responsable de ses effectifs sur site durant l'exécution des travaux (et pas seulement pendant les réunions de chantier), qui maîtrise parfaitement la langue française, et puisse gérer les demandes et difficultés éventuelles.

La déclaration de sous-traitance devra être présentée à la maîtrise d'œuvre par DC4.

4.4. SECURITE SUR LE CHANTIER

Les entreprises doivent en permanence laisser les accès libres aux engins d'incendie et de secours.

Le titulaire du Lot 01 Façades ITE / Menuiseries Extérieures aura en charge de réaliser les passerelles et tunnels de protection, pour permettre la circulation des personnes dans les cas où il est nécessaire.

Les entreprises assureront la protection et la signalisation de leurs travaux sans préjudice de toutes les prescriptions légales et réglementaires plus étendues qui pourraient lui être imposées en cours de travaux.

Elles devront prendre toutes mesures de sécurité de façon à supprimer tous les risques d'accident.

4.5. MATERIAUX

La nature et la qualité des matériaux utilisés, leur mise en œuvre et l'exécution des ouvrages devront être conformes aux prescriptions détaillées dans les CCTP de chaque lot.

Les prescriptions et les marques des matériaux devront être intégrées dans l'offre des entreprises. Les marques citées dans les CCTP ne pourront être variantées.

Il est bien entendu que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du CSTB et dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilités biennale ou décennale est nécessaire, l'entrepreneur doit justifier cet accord.

Tous les choix de matériaux (teintes,...) devront être proposés par les entreprises et acceptés par l'Architecte.

Les labels suivants sont exigés :

- PEFC ou FSC pour les boiseries
- NF environnement ou ECO label européen pour les peintures et les vernis
- GUT pour les moquettes
- ECO label européen pour les ampoules, les tubes électriques et les revêtements de sols durs.

Pour les matériaux non concernés par cette liste, tout autre label environnemental pourra également être fourni.

4.6. ECHANTILLONS

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés par le maître d'œuvre, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux, et nuanciers qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par écrit par le Maître d'œuvre.

4.7. PROTOTYPES

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le Maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur chantier d'un élément complet à titre de modèle.

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le Maître d'œuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé

par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé lors de l'établissement du planning d'exécution.

4.8. DROIT VALIDATION ARCHITECTE

L'architecte se réserve le droit de refuser, faire déposer et remplacer tous les ouvrages ou tous les matériaux qui ne seraient pas de première qualité et dont l'exécution ne serait pas satisfaisante.

Les entreprises du marché reconnaissent ce droit à l'architecte qui ne pourra l'exercer sans avoir à donner les motifs de ces décisions.

4.9. NETTOYAGE

Le chantier doit être maintenu en permanence en parfait état de propreté, les gravats et détritiques seront mis en dépôt, dans une benne, aux endroits indiqués par le représentant du Maître d'Œuvre.

Les frais de nettoyage incombent à toutes les entreprises – pouvant être géré au compte prorata.

Les bennes sont à la charge du lot 01 Façades ITE / Menuiseries Extérieures, mises à disposition de toutes les entreprises et gérées au compte prorata durant toute la durée des travaux. Ces bennes ne seront pas prévues pour l'évacuation des étanchéités et menuiseries existantes déposées qui seront à la charge exclusive et respectivement des lots 02 Etanchéité et 01 Façades ITE / Menuiseries Extérieures.

En plus du nettoyage courant du chantier prévu à l'article précédent et de ceux prévus en vue de la réception des travaux, le Maître d'Œuvre aura la faculté de faire exécuter, suivant ses besoins, tous les nettoyages qu'il jugera nécessaires, et ce par l'entreprise en charge du compte prorata ou par une entreprise spécialisée, le tout réparti au compte prorata.

La location et l'installation de la benne, ainsi que l'évacuation aux décharges publiques des gravats et déchets entreposés sur le chantier incombent au gestionnaire du lot principal et réparti au compte prorata.

4.10. RECEPTION

En fin de chantier, avant la réception des travaux, les entrepreneurs de chacun des corps d'état devront s'assurer du parfait achèvement de leurs ouvrages. Chaque entreprise restera responsable de ses travaux jusqu'à la réception définitive des travaux.

4.11. REUNIONS DE CHANTIER

Les rendez-vous de chantier auront lieu une fois par semaine au jour et heure fixés d'un commun accord entre le maître d'œuvre, les entreprises et le maître d'ouvrage.

A chaque convocation, chaque entrepreneur devra obligatoirement être représenté aux réunions de chantier.

Toute décision ou acceptation mentionnée au compte-rendu sera considérée comme définitive si elle n'est pas contestée par la partie concernée dans les CINQ jours travaillés suivant la réception du compte-rendu de réunion.

4.12. DOE

Pour chaque entreprise, le Dossier des Ouvrages Exécutés sera remis en 3 exemplaires informatiques (support USB) + 2 exemplaires en support papier (dont 1 de chaque de l'établissement), au plus tard 15 jours après la fin des travaux et devra comprendre :

- Les fiches techniques de tous les produits et équipements mis en œuvre incluant les prescriptions fournisseurs de maintenance et entretiens des équipements et matériaux fournis et mis en œuvre par les entreprises
- Les PV d'essais, COPREC, AQC
- Les avis techniques
- Les PV de conformités
- Etudes d'éclairiment
- Les notes de calculs
- Les plans d'exécution
- Les plans de recollement
- Plan de repérage des matériaux / composition
- Passages caméra
- Les références de finition de chaque matériau et revêtement de finition mis en œuvre, incluant son coloris.